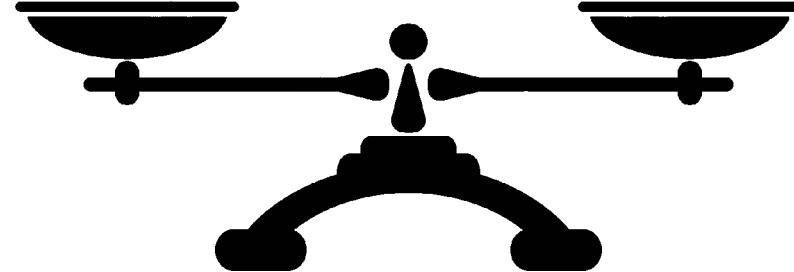


# 13 novembre 2018 : SUD-ÉNERGIE à l'Assemblée avec les Insoumis & au Sénat avec les Écolos & Co.

## 2018, l'année de tous les barrages

Le 13 novembre 2018, invité d'un côté par les Insoumis et de l'autre, par les Écologistes et les Communistes, le cœur de SUD-ÉNERGIE a balancé entre l'Assemblée et le Sénat. Le récit de cette folle journée dans les pages qui suivent

...



de gauche à droite : Sébastien Menu (CIH), Nadia Oudjane (R&D), Emmanuel Paquet (SUD-ÉNERGIE DTG), Rémy Garçon (DTG), Christelle Peybernes (CGT CIH), Anne Debrégeas (SUD-ÉNERGIE R&D) et Philippe André (SUD-ÉNERGIE DTG)

**GÉNISSIAT : LIEU EMBLÉMATIQUE ET SYMBOLIQUE PROPOSÉ PAR SUD-ÉNERGIE  
POUR LA LUTTE CONTRE L'OUVERTURE À LA CONCURRENCE DES BARRAGES HYDRO-ÉLECTRIQUES  
ARGUMENTAIRE POUR LA FRANCE INSOUMISE – 13 NOVEMBRE 2018**

... en deux mots :

- C'est le **plus flagrant exemple existant de désoptimisation déjà-là**, avec le transfert de tous les barrages du Rhône (sauf Cusset) d'EDF vers la CNR (au début des années 2000) qui, bien que majoritairement publique (des villes, principalement), est pilotée par ENGIE, une entreprise privée...
- C'est plus intéressant de **dénoncer la catastrophe en cours, d'ouverture à la concurrence (position offensive)**, que de se terroriser sur nos barrages (position défensive) qui risque de tourner, comme pour les cheminots, à la caricature d'une préservation d'intérêts corporatistes...
- **La porte d'entrée de Génissiat ressemble comme 2 gouttes d'eau à celle d'un coffre-fort** : rigolo pour dénoncer un hold-up organisé qui ne fait que commencer !
- **Facile d'accès** (40 mn de Genève, 1h15 de Lyon...), beaucoup plus que tous les barrages de montagne.
- La CGT ne souhaitera peut-être pas, de prime abord, déranger la CNR (où ils sont fortement implantés). Mais il devrait suffire de leur rappeler que le **monopole public de l'hydro-électricité** qu'ils appellent de leurs voeux nécessitera la **fusion des entités EDF + CNR + SHEMA**, à l'identique de ce que Marcel Paul, syndicaliste CGT, puis ministre communiste, a fait en fusionnant plus de 1200 entreprises, pour fonder EDF en 1946...



En image, cette superbe porte d'entrée de l'usine qui ressemble comme deux gouttes d'eau à celle d'un coffre-fort, symbole fort pour dénoncer le hold-up en cours :



Voir à ce sujet l'excellent reportage sur Génissiat tourné par des Racines et des Ailes, et très facile à trouver sur YouTube...

... à lire impérativement dans notre rapport pour aller plus loin :

- **pages 27 à 29 - paragraphe 1.4** : histoire par Jacques Masson, patron d'EDF Hydro à l'époque du transfert de tous les barrages du Rhône (sauf Cusset) d'EDF vers la CNR (la Compagnie Nationale du Rhône) de Suez-Electrabel, devenu Engie...
- **pages 94 à 97 - paragraphe 4.3** : dysfonctionnements existant depuis le transfert des barrages du Rhône d'EDF vers la CNR, dont cet encadré de Jean Fluchère, délégué régional EDF Rhône Alpes de l'époque...

**Illustration - Génissiat (CNR) fournisseur très désoptimisé de l'eau de refroidissement du Bugey (EDF)  
par Jean Fluchère, ancien délégué régional EDF Rhône Alpes**

**En 2001, la CNR est passée entre les mains de SUEZ** [cf histoire complète de Jacques Masson...]. Pour garantir le bon fonctionnement de la centrale nucléaire du Bugey, il faut 140 m3/s de débit au droit de la centrale. Il était facile auparavant aux dispatcheurs d'EDF de demander aux Suisses des Eaux d'Arve [une partie de l'Arve, capturée dans le barrage d'Émosson, est turbinée par l'usine de la Batiaz vers la Suisse. En compensation, une convention permet à la France de récupérer 0,01% de la capacité totale du Léman par an. C'est ce qu'on appelle les Eaux d'Arve, ndlr...] pour garantir ces 140 m3/s. Quand la CNR est passée sous contrôle de SUEZ-Electrabel, Jean Fluchère a insisté pour que cette clause figure dans le contrat de concession de la CNR qui récupérait l'exploitation des usines du Rhône [parce qu'entre le lac Léman et la centrale nucléaire du Bugey, un réservoir CNR, le barrage de Génissiat, 20 hm3, permet de fausser sur une journée le débit de 200 m3/s, sur deux jours, de 100m3/s..., ndlr...]. Il était à cette époque **politiquement incorrect d'espérer voir quelque contrainte que ce soit imposée à la CNR**. La demande de Jean Fluchère a été enterrée. Ainsi, plusieurs fois, dans les nuits de Vendredi à Samedi, quand la valeur commerciale du MWh est faible, la CNR a baissé le débit sortant du barrage de Génissiat à 80 m3/s [pas d'apports suffisants entre Génissiat et la centrale du Bugey, Fier + Guiers ndlr...], entraînant l'arrêt volontaire et rapide des tranches 2 et 3 de la centrale nucléaire du Bugey. On imagine l'alerte déclenchée par EDF auprès du Préfet de l'Ain, du Préfet de Région en tant que coordonnateur du bassin RMC et de la DRIRE (DREAL de l'époque). **EDF a obtenu l'inscription dans le contrat de concession de la CNR d'un additif garantissant les 140 m3/s en permanence, mais bien entendu cet additif comprend une compensation financière [1 à 2 M€ / week-end, période de la semaine pendant laquelle la CNR invoque l'intérêt limité de turbiner, du fait des prix de marché plus bas - moins de consommation, ndlr...]** !

Pour Jean Fluchère [et pour nous aussi, ndlr...], cet exemple est le plus flagrant en terme de désoptimisation du système couplé de production hydraulique et thermique.

## CHRONOLOGIE SIMPLIFIÉE DE 2018, L'ANNÉE DE TOUS LES BARRAGES POUR SUD-ÉNERGIE

### Résumé des épisodes précédents :

- 2015 01 28 : Le délégué syndical SUD-ÉNERGIE de la DTG profite de son activité de prévisionniste hydro-météo ("froid, neige et vent... sortez couverts !") pour prévenir les manifestant·e·s parisien·ne·s de la première grande manif unitaire pour défendre les barrages et protester contre l'ouverture à la concurrence des barrages, actée dans la loi transition énergétique.
- 2016 10 15 : Après avoir été menacé de licenciement pendant 45 jours, il est finalement blâmé, avec inscription au dossier, par Jean-Marc Brun, pour avoir OSÉ détourner un bulletin météo pour cette infamie syndicaliste... Sans que ni SUD-ÉNERGIE, ni l'intéressé, ni un quelconque avocat de la défense ne puisse assister au conseil de discipline du jour. Drôle de conception de la justice, tout de même... Médaille de guerre... Merci, Patron !
- 2018 01 22 : Organisation d'un événement d'éducation populaire géant via up!, notre modeste université populaire, dans le salon d'honneur de la ville de Grenoble sur "l'hydro-électricité dans la tourmente" – avec comme grands témoins Delphine Batho, ex ministre de l'écologie et de l'énergie & Marie-Noëlle Battistel, députée auteure remarquée d'un rapport parlementaire sur les barrages en 2013.
- 2018 01 25 : Dossier très complet de 4 pages sur la soirée, dans le média grenoblois Place Gre'Net ;-)
- 2018 03 06 : Lancement par SUD-ÉNERGIE d'une grande enquête "recueil de votre parole" auprès des expert·e·s de la DTG.
- 2018 03 08 : Marie-Noëlle Battistel invite les syndicats d'EDF Hydro à sa permanence pour sa mission flash "barrages" à l'Assemblée. SUD-ÉNERGIE propose de recueillir la parole d'expert·e·s de la R&D, du CIH et de la DTG => proposition acceptée par MNB.
- 2018 03 13 : Action collective des salarié·e·s de l'Hydro devant le parlement européen.  
Exclu de l'intersyndicale, SUD-ÉNERGIE réussit à rencontrer quand même le seul député insoumis européen, Younous Omarjee, grâce à l'intervention personnelle de François Ruffin, mais est exclu des autres rencontres ;-)
- 2018 03 19 : Courrier officiel de SUD-ÉNERGIE pour demander son intégration au sein de l'intersyndicale Hydro aux fédérations CGT, CFDT, FO et CGC. Ce courrier est resté, à ce jour, 8 mois plus tard, tristement sans réponse...
- 2018 03 25 : Extension de notre enquête "recueil de votre parole" à la R&D et au CIH.
- 2018 03 28 : Rencontre avec Rémy Hochart, ancien directeur de la DTG, qui nous ouvre l'accès à tous les anciens cadres dirigeants d'EDF Hydro ;-)  
=> extension de notre enquête "recueil de votre parole" aux cadres dirigeants d'EDF Hydro !
- 2018 04 : Réalisation de plus de 120 entretiens par Anne Debrégeas (R&D & RTE), Christelle Peybernes (CIH) et Philippe André (DTG, cadres dirigeants, CPO Hydro et Exploitants), regroupant les témoignages de plus de 20 cadres dirigeants et plus de 100 expert·e·s.
- 2018 05 16 : Audition de SUD-ÉNERGIE par la Commission des Affaires Économiques de l'Assemblée Nationale.  
Députés présents : Marie-Noëlle Battistel (PS), Delphine Batho (GE), J-Charles Colas-Roy (LREM) et Loïc Prud'Homme (LFI) et pour SUD-ÉNERGIE : Anne Debrégeas (SUD-ÉNERGIE R&D), Nadia Oudjane (R&D), Christelle Peybernes (CGT CIH), Jean-Jacques Fry (CIH), Rémy Garçon (DTG) & Philippe André (SUD-ÉNERGIE DTG).  
Remise de notre rapport de 159 pages terminé la veille après minuit ;-)



Brad Mehldau nous offre pour l'occasion 2 morceaux de piano jazz pour illustrer l'hydro-électricité monopolistique publique (une fugue de Bach, baignée dans un contrepoint parfaitement huilé) et l'après ouverture à la concurrence (ponctué d'une note grave, répétée comme le glas pour l'enterrement de l'intérêt général). Première à l'Assemblée : personne avant nous n'avait pensé offrir de la musique aux député·e·s ! On fait le buzz ;-)

- 2018 05 31 : Envoi de notre rapport SUD-ÉNERGIE sur les barrages à la presse.
- 2018 06 07 : Sanctionné pour avoir OSÉ parler avec les agents du CIH (où SUD n'existe pas encore...) pour construire son rapport, SUD-ÉNERGIE est censuré par la direction de la DTG sur demande du directeur du CIH Yann Barros, et voit ses moyens de communication avec les salarié·e·s coupés pour l'été. Sanction validée par la tête d'EDF Hydro, Yves Giraud.  
Merci, Patron ! Trop sympa (inutile de préciser ici que c'est du jamais vu à la DTG...).
- 2018 06 30 : Sur les conseils de Delphine Batho, dépose le dernier jour (ouf !) de notre contribution au débat public sur la PPE, notre Cahier d'Acteur n°123, entièrement axé sur les barrages, à la Commission Nationale du Débat Public (CNDP), avec les très belles images © Alain Pellorce. Merci à lui !
- 2018 07 17 : Premiers échos dans la presse de notre travail, mettant en lumière notre rapport et les paroles récoltées, avec deux articles, dans Bastamag et dans Reporterre, qui dénoncent la menace de l'intérêt général en cas d'ouverture à la concurrence ;-)  
Cool c'est deux de nos chouchous !
- 2018 08 29 : Rencontre sur Paris, dans un café près de la gare du Nord, d'Anne Debrégeas et Philippe André avec David Garcia, journaliste chargé par le Monde Diplomatique d'une grande enquête sur le risque engendré par l'ouverture à la concurrence des concessions hydrauliques. Notre rapport servira de fil rouge, et nous sommes embauché·e·s comme support technique ! Vivement la parution de ces 2 pages historiques !
- 2018 09 10 : Pendant que les "vrais" syndicalistes vont voir à Bruxelles Margrethe Vestager, Madame Concurrence à la Commission Européenne, pressentie pour succéder à Jean-Claude Juncker à la tête de ladite Commission, sans nous convier malgré nos demandes insistantes, SUD-ÉNERGIE se console en restant à Grenoble, accueilli par le sénateur écologiste Guillaume Gontard, la sénatrice communiste Annie David, et la représentante de Benoit Hamon en Isère, Florence Guesdon, accompagné·e·s par Pierre Mériaux, adjoint à la montagne à la ville de Grenoble, qui repart avec 1 rapport pour Eric Piolle.
- 2018 10 11 : SUD-ÉNERGIE investit le colloque annuel de l'hydro-électricité, organisé à la Maison de la Chimie par le SER (le syndicat des énergies renouvelables, qui, malgré son nom sympathique, regroupe tous les requins qui veulent nous piquer nos barrages – Total, Engie, Vattenfall, Statkraft, CNR ...), les interpelle en pleine table ronde, et leur distribue 60 exemplaires de notre rapport. D'abord censuré sur le site du SER, SUD réussit à se faire réhabiliter officiellement sur leur site... Non, mais ! Intervention remarquée qui nous ouvre les portes du Sénat, via sa Commission des Affaires Économiques !

## Zoom sur l'épisode du jour :

2018 11 13 : SUD-ÉNERGIE est invité le matin à l'Assemblée par une grosse délégation de la France Insoumise (Manuel Bompard, Bénédicte Taurine, Mathilde Panot, Loïc Prud'Homme, Pamela Hocini, Élise Gaubert, Vincent et Manon) et deux nouveaux alliés de poids (Catherine Coutard, vice-présidente du MRC, et Frédéric Faravel, attaché parlementaire de la vice-présidente du Sénat, Marie-Noëlle Lienemann, qui vient de quitter le PS pour fonder son mouvement Après – décidément, SUD-ÉNERGIE plait aux Marie-Noëlle ;-) pour travailler avec eux sur la mobilisation qu'ils lancent sur les barrages. SUD-ÉNERGIE leur propose, comme lieu emblématique de lutte, le barrage de Génissiat de la CNR, meilleur exemple de déjà-là de désoptimisation par la concurrence, avec 1 à 2 millions d'euros exigés à EDF chaque week-end par le CNR pour répondre aux impératifs de sûreté de la centrale nucléaire du Bugey, située à l'aval. SUD-ÉNERGIE demande à LFI de s'associer avec SUD-ÉNERGIE, mais aussi avec la CGT et avec l'ensemble de l'intersyndicale Hydro pour définir ensemble date, lieu et modalités, afin de rassembler un maximum de monde... On a même le plaisir, l'honneur et l'avantage de recevoir le soutien là-dessus de François Ruffin himself à midi, juste avant qu'il ne prépare sa question au gouvernement "rends l'ISF d'abord !". Merci, François ! SUD-ÉNERGIE s'associera de toute façon au mouvement, trop content de trouver enfin un écho politique visible ! Côté SUD-ÉNERGIE, presque la même équipe que le 16 mai, à savoir : Christelle Peybernes (CGT CIH), Sébastien Menu (CIH), Anne Debrégeas (SUD-ÉNERGIE R&D), Nadia Oudjane (R&D), Rémy Garçon (DTG), Emmanuel Paquet (SUD-ÉNERGIE DTG) et Philippe André (SUD-ÉNERGIE DTG)

2018 11 13 : SUD-ÉNERGIE est invité l'après-midi par le groupe CRCE (communistes et écologistes) parce qu'ils veulent rédiger une proposition de loi pour empêcher la mise en concurrence des barrages, dans l'optique de susciter le débat public. Guillaume Gontard (sénateur EELV CRCE), Fabien Duquesne, son attaché parlementaire, et Hidia Taoufiki, chargée de l'animation de la Commission des Affaires Économiques du Sénat pour le groupe CRCE, tentent de trouver avec nous la bonne proposition de loi (pas facile, tant tout a été préparé juridiquement par les gouvernements précédents pour savonner la planche de l'intérêt général...)

Meilleur exemple ? La directive européenne, qui impose à la France (seul pays en Europe à subir ça...) d'ouvrir ses barrages à la concurrence, embarque dans son texte prescriptif des exceptions (intérêt général, patrimoine commun, bien stratégique...). La loi sur l'eau du 3 janvier 1992, déclare, dès son article premier « Art. 1er. - L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général ». Bon, ben voilà, c'est plié, me direz-vous ! On a gagné ;-) Macron, coucouche panier ! Sous le gouvernement Villepin, le 30 décembre 2006, la Commission Européenne demande aux pays de décliner la directive cadre européenne sur l'eau d'octobre 2000 dans les parlements nationaux, mais elle conserve « L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général ». Mais en 2011, hop ! A plus, abrogé, l'article premier, qui disparaît sous Borloo et Sarko. Merci, Patrons ! À la poubelle, l'intérêt général et le patrimoine commun. Pas simple, on vous disait...

## Épisodes à venir :

2018 11 19 :  Guillaume Meurice nous offre sa drôle de comptine pour enfants "le Renard et le Poulailler" autour de la maxime "l'union fait la force". SUD-ÉNERGIE calera sur sa voix les images de Chicken Run légèrement modifiées pour finir de convaincre l'OFFICIELLE l'intersyndicale que nos chances de victoire étant limitées dans cette histoire, il devient urgent de s'unir dans un combat unitaire collectif visible et sans faille, avec les salarié·e·s, la CGT, la CFDT, FO, la CGC, et même SUD-ÉNERGIE ! On compte sur la popularité et le talent de Guillaume Meurice pour faire bouger leurs lignes impénétrables...

2018 11 21 : SUD-ÉNERGIE est invité le matin par Yannick Jadot, leader EELV, dans le 7<sup>e</sup> arrondissement de Paris, pour une présentation détaillée de notre travail.

2018 11 21 : SUD-ÉNERGIE est invité l'après midi par les Républicains du Sénat (Michel Savin, Martine Berthet, Jean Pierre Vial et sans doute d'autres sénateurs) qui nous accueilleront pour le même spectacle (on va finir par être rodé·e·s ;-)

et ensuite ? :  => SUD-ÉNERGIE compte sur JR, le photographe monumental et éphémère, découvert avec Agnès Varda dans le documentaire "Visages Villages", et à la une du dernier opus de "100 photos pour la presse" de Reporter Sans Frontières. Il démarre une expo à la Maison Européenne de la Photo sur Paris et décore en ce moment 11 stations de métro... En pleine utopie, SUD-ÉNERGIE rêve qu'il investisse nos barrages et utilise son art, sa créativité, sa renommée et son talent pour illustrer la fragilisation de nos barrages s'ils s'ouvraient à la concurrence. On vous tient au courant...

=> SUD-ÉNERGIE continue de penser qu'il faut interroger les réalisateurs de documentaires, mais aussi les maisons de production et les chaînes télé, dans l'espoir de voir enfin naître en France le documentaire qu'on attend toujours, sur l'intérêt général menacé par l'ouverture à la concurrence, diffusé sur Arte, France 5, ou LCP à une heure de grande écoute, Dans cette optique, un attaché de prod de France Télévision a été longuement rencontré par SUD-ÉNERGIE, et le 29 novembre, nous accueillons à up!, notre modeste université populaire, Patrick Benquet, auteur remarqué d'un documentaire nécessaire sur l'EPR, "nucléaire, l'impasse française", diffusé sur France 5 dans Le Monde en Face en mai dernier, pour finir de le convaincre de se lancer dans un tome 2 sur les barrages... Pas de quoi s'ennuyer, donc !

=> SUD-ÉNERGIE continue sa rencontre des politiques, et de source sûre, Benoît Hamon et Ségolène Royal sont potentiellement intéressé·e·s eux aussi par un cours particulier... à suivre !